



ARRÊTÉ DU MAIRE

ARR2023_193

Objet : mise en demeure suite aux incidents sur les locaux techniques de fibre optique.

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° ARR2023_182 pris le 10/07/2023 pour le même objet.

Le Maire de la commune de Thyez (Haute-Savoie) ;

Vu les articles L.1425-1, L. 2211-1, L. 2212-1, L.2212-2 et L. 2212-4 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2023-184 du comité syndical du Syane du 11 juillet 2023 relative à l'accompagnement des collectivités par le Syane lors de dégradations sur les NRO ;

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat n°360835, 5^{ème}/4^{ème} SSR du 11 juillet 2014 ;

Vu l'arrêt de la Cour de Cassation n° 06-19-405, chambre civile 1 du 28 novembre 2007 ;

Vu l'arrêt de la cour administrative d'appel de Marseille n°08MA02140, 7^{ème} chambre du 18 octobre 2010 ;

Vu la convention de délégation de service public portant sur le déploiement et l'exploitation du réseau de communications électroniques très haut débit départemental, conclue entre le Syane et la société ALTITUDE INFRASTRUCTURE et entrée en vigueur le 5 novembre 2015 ;

Considérant qu'il appartient au Maire, d'assurer la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques sur le territoire communal ;

Considérant qu'il appartient au Maire, en cas de danger grave ou imminent sur une propriété privée ou non, de prescrire l'exécution de mesures de sûreté exigées par les circonstances ;

Considérant que, par une convention de délégation de service public, le Syane, délégrant, a notamment confié à la société ALTITUDE INFRASTRUCTURE, délégataire, la maintenance et l'exploitation des Nœuds de Raccordements Optiques (NRO), construits par le Syane dans le cadre du déploiement du réseau de collecte-distribution de la fibre optique en Haute-Savoie ;

Considérant que depuis de nombreux mois, la commune de Thyez est confrontée à des incidents récurrents sur l'un (ou les) Nœuds de Raccordement Optiques (NRO) situés sur son territoire, tels que : portes fracturées, dégradations des locaux techniques, dépôts sauvages de matériels, nourritures et contenants liquides alimentaires... ;



Considérant que, ces incidents et dégradations constituent un risque avéré pour la sécurité des biens et des citoyens de la commune et donc un danger grave et imminent ;

ARRETE

Article 1 :

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité des biens et des citoyens de la commune, le Syndicat de l'Aménagement Numérique et des Energies de Haute Savoie (Syane), propriétaire des NRO, sera mis en demeure d'intervenir sous 48 heures maximum, de prendre toutes les mesures nécessaires à la remise en l'état du local NRO et ainsi de faire cesser ledit danger.

Article 2 :

La commune informera le Syane de chaque incident sur un NRO par mail (à l'adresse infofibre@syane.fr) comportant a minima la date du constat et des photos, et mettra en demeure le Syane d'intervenir, en application du présent arrêté.

Article 3 :

A défaut d'intervention par le Syane, sous 48 heures à compter de la réception de l'information par mail, une mise en sécurité préventive avec interdiction d'accès au local (fermeture du local, dépôt d'un bloc sécurité...) sera effectuée aux frais du Syane, avec remise en état également à ses frais.

Article 4 :

Le présent arrêté, certifié exécutoire sous ma responsabilité, sera transcrit au registre des arrêtés municipaux et adressé à :

- Monsieur le Président du Syane, par pli recommandé avec demande d'avis de réception,
- Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie,
- Monsieur le directeur général des services de la commune de Thyez.

pour exécution chacun en ce qui le concerne.

" Certifié exécutoire "

reçu en Sous-Préfecture le 21 JUL. 2023

publié ou notifié le
Le Maire de la Commune de Thyez



Fait à Thyez, le 19 juillet 2023

Le Maire,

Fabrice GYSELINCK



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe l'agent que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire et/ou d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.